

Avant-propos

Pierre Savy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/190>

DOI : [10.4000/elh.190](https://doi.org/10.4000/elh.190)

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 18 décembre 2012

Pagination : 9-14

ISBN : 978-2-35698-050-2

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Pierre Savy, « Avant-propos », *Écrire l'histoire* [En ligne], 10 | 2012, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/190> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.190>

Tous droits réservés

Avant-propos

LONGTEMPS L'HISTOIRE comme discipline de savoir s'est donné pour tâche d'accéder, à travers les sources, à la réalité d'une époque pourtant révolue, pour produire sur elle un discours vrai, c'est-à-dire un discours qui, selon la définition classique de la vérité, soit en *adéquation* avec cette réalité passée – citons les inusables formules de Ranke : l'historien se borne à « l'exposé strict des faits », l'histoire « veut simplement montrer ce qui s'est réellement passé ». Signe des temps, on peut voir aujourd'hui dans ces formules l'expression d'une ambition excessive ; mais il n'est pas indifférent de noter qu'elles entendaient au contraire opérer une restriction. Dans la première, Ranke dit *se borner* à un tel exposé ; dans la seconde, c'est contre ceux qui assignent à l'histoire l'office de juger du passé et d'instruire le présent que Ranke défend que telle est *simplement* la volonté de l'histoire.

Toujours est-il que, depuis ces temps qui paraissent à présent ambitieux, l'histoire, comme les autres sciences sociales, a remis en cause beaucoup de ses « certitudes » et de ses « évidences¹ ». Parmi elles se trouve l'idée de vérité de l'histoire. Mais, si loin que l'on aille dans la remise en cause de ses prétentions, l'histoire demeure arrimée, fût-ce par un lien ténu et complexe, à la vérité. Même quand on insiste sur ce que l'on trouve en elle de subjectivité, d'écriture ou de narration (voire de fiction, mais les deux notions doivent être distinctes), on continue de privilégier le rapport que cette forme d'écriture parmi d'autres qu'est l'écriture historique entretient avec la vérité. N'a-t-on pas ainsi défini l'histoire comme un « roman vrai », d'une façon qui était alors iconoclaste, quoique pas si éloignée de la définition ancienne et quasi officielle de l'histoire comme un « récit vrai des événements passés » ? L'histoire procède souvent par le récit, mais,

Pierre Savy, Université Paris-Est, ACP – Analyse comparée des pouvoirs, EA 3350.

1. Voir Roger Chartier, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Albin Michel, 1998 ; François Hartog, *Évidence de l'histoire. Ce que voient les historiens*, École des hautes études en sciences sociales, 2005.

en outre, elle emprunte abondamment à l'écriture romanesque, elle se soucie de vraisemblance, elle expose une intrigue, elle raconte un drame² : sans doute. Mais ce « roman » doit être « vrai ». Comme l'écrivait Roger Chartier en 1987, la « référence à une réalité située hors et avant le texte historique et que celui-ci a pour fonction de restituer à sa manière, n'a été abdiquée par aucune des formes de la connaissance historique³ ».

S'interroger sur la place du mensonge dans l'histoire et sur l'usage du mensonge par les historiens revient donc à réfléchir au sens même de l'écriture historique. Sous diverses formes, cette réflexion sur le mensonge et la fausseté intentionnelle (des notions que l'intention de tromper ou de se tromper permet donc de distinguer de l'erreur) occupe une place prépondérante dans l'historiographie la plus récente, ainsi qu'en témoigne, entre autres, la vogue récente de l'histoire contrefactuelle – ou, disons plutôt, la vogue d'une réflexion sur l'histoire contrefactuelle⁴. La possibilité de « falsifier » attesterait une manière

de scientificité de l'histoire, d'une façon conforme au fameux critère de scientificité de Karl Popper, comme si le jeu sur le faux (mais, dans le cas du contrefactuel, sans intention de tromper) recelait des possibilités heuristiques.

C'est à cette réflexion sur l'écriture historique que veut contribuer ce deuxième volet de notre thème « Mensonges ». Poursuivant l'exploration des mensonges de l'histoire (comme discipline), notre revue, après avoir réfléchi aux « Images de guerre, entre vérité et mensonge », présente maintenant le dossier « Mensonges et légitimation », soit les relations complexes entre ces termes qui entrent en tension les uns avec les autres. On vient de dire comment mensonge et histoire s'opposaient, théoriquement du moins ; on observe avec la troisième notion, celle de légitimation, la même tension, puisque d'aucuns, surtout parmi les défenseurs naturels de l'autonomie du champ que sont les historiens, tiennent que l'histoire se dévoie, voire devient mensongère dès qu'elle se soucie de donner une légitimité à une instance

2. Voir, sur le « roman vrai », l'intrigue et le drame, Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Éd. du Seuil, 1971 (2^e éd. augm. : 1978) ; sur le récit, Paul Ricoeur, *Temps et récit*, Éd. du Seuil, 1983-1985, 3 vol. Voir aussi, sur le régime narratif du discours historique, Arthur Coleman Danto, *Narration and Knowledge. Including the integral text of « Analytical philosophy of history »*, New York, Columbia University Press, 1985. Un représentant fameux de l'analyse de la dimension littéraire de l'histoire est Hayden V. White, *Metahistory. The Historical Imagination in 19th Century Europe*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1973, dont l'introduction a été récemment présentée et traduite dans *Labyrinthe*, n° 33, 2009 (David Schreiber, Marc Aymes, « Hayden White, l'ironie de la Métahistoire. En avant l'après-histoire ! », p. 13-19, et Hayden White, « Poétiques de l'histoire », p. 21-65).
3. Roger Chartier, *op cit.*, p. 247.
4. Voir récemment Sacha Bourgeois-Gironde (dir.), « Et si... ? » *La cause du contrefactuel*, *Labyrinthe. Atelier interdisciplinaire*, n° 39, 2012.

tierce, de l'inscrire dans son droit (on peut songer à la fameuse formule de Lucien Febvre : « une histoire qui sert est une histoire servie »). L'usage de l'histoire par la justice, par exemple pour aider à juger un homme, pose des difficultés considérables aux historiens mués en « experts », de même que l'irruption du monde de la politique et de la justice dans le champ historique – par exemple quand il s'agit d'interdire des propos pourtant mensongers, comme les propos négationnistes⁵.

Les huit textes que nous publions sur ce thème ne s'inscrivent dans aucun des deux principaux courants structurant la réflexion sur la notion de mensonge : ni dans celui qui s'efforce de produire, du mensonge, une définition qui permette de clarifier les relations qui l'unissent avec les notions de vérité et de fausseté ; ni dans celui qui court de Platon (*l'Hippias mineur* et la *République*) à Kant en passant par Augustin et qui, relevant plutôt de la réflexion morale, se demande en somme s'il existe un droit de mentir, un mensonge moral⁶. Il s'agit ici de réfléchir à la façon dont la construction d'une légitimité, notion pourtant liée à celle de vérité, a pu en dernière analyse reposer sur un « mensonge de l'histoire ».

La nation est peut-être l'exemple archétypique d'un tel dévoiement de l'histoire : l'affirmation forte de la « science historique » au XIX^e siècle n'eut-elle pas pour objectif premier la fondation intellectuelle des nations européennes⁷? C'est l'un des principaux aspects pris en considération dans le présent numéro d'*Écrire l'histoire*. Mais il est d'autres bénéficiaires possibles d'un tel travail de « mensonge légitimant » de la part d'un historien : une idéologie, un projet politique, une identité sociale même, peuvent bénéficier de ce travail de légitimation. Rappelons ainsi, pour évoquer des temps plus anciens, que longtemps l'histoire servit d'abord à légitimer des titres, une noblesse, une généalogie. Ces aspects sont inégalement présents dans le numéro, et convenons que, si le champ académique est pour beaucoup dans l'équilibre ou le déséquilibre atteint, le hasard n'y est pas pour rien.

La réflexion que nous avons à peine esquissée sur les rapports entre histoire et fiction est au cœur de l'article que Paule Petitier consacre à l'étude des « faux Démétrius » par Mérimée (1853). Ce texte relevant de l'histoire des imposteurs est une véritable étude historique, mais il laisse la part belle au vraisemblable tel que le conçoit Mérimée,

5. Sur le thème connexe des rapports entre juge et historien, voir Carlo Ginzburg, *Le juge et l'historien. Considérations en marge du procès Sofri* [1991], Verdier, 1997 ; ou « Vérité judiciaire, vérité historique », *Le Débat*, n° 102, 1998.
6. D'une certaine manière, Jacques Derrida, *Histoire du mensonge. Prolégomènes*, L'Herne, 2005, s'inscrit dans ces deux traditions. Sur la question morale, voir la polémique entre Emmanuel Kant et Benjamin Constant – notamment, du premier, *D'un prétendu droit de mentir par humanité*, de 1797.
7. Sur ce thème et son retour dans l'Europe contemporaine, voir Patrick J. Geary, *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Aubier, 2004.

qui abandonne ainsi « le terrain proprement historique », au nom pourtant de la vérité : le romanesque peut dire une vérité plus sûre que celle de l'histoire, que Mérimée juge souvent mensongère, car, selon lui, le mensonge est, avec la violence, l'un des deux ressorts majeurs du pouvoir⁸. C'est donc l'histoire transformée en roman qui peut suppléer l'insuffisance des sources (pour approcher la vérité, l'historien doit parfois devenir poète).

La même capacité de « faire l'histoire en mentant », le même lien justement souligné par Hannah Arendt entre « capacité de mentir » et « capacité d'agir », font l'objet de l'analyse de Marc Aymes, dont l'enquête, qui joue sur la similitude entre mensonge, déni et démenti, s'inscrit dans « l'espace-temps ottoman des XIX^e et XX^e siècles », où l'administration érige le mensonge en système, ce qui nous apprend quel éminent rôle politique il peut jouer comme moyen de gouvernement – qu'il s'agisse, du reste, de rassurer ou d'inquiéter les gouvernés.

C'est encore le rôle historique du mensonge qu'analyse Jean-Jacques Becker, mais en parvenant à des conclusions différentes. L'enjeu des documents qu'il étudie est crucial, et il est au cœur d'une historiographie abondante : il s'agit de rien moins que des « causes de la Première Guerre mondiale », ou, disons, de son déclencheur. L'auteur part de la question de savoir si le cours de l'histoire a été changé par les mensonges du *Li-*

vre jaune français. Ce recueil de dépêches diplomatiques publié par la France en décembre 1914 est en réalité une œuvre de propagande ; il contient même un faux complet réalisé par le Quai d'Orsay pour accréditer l'idée d'une mobilisation autrichienne préalable à la mobilisation russe. Mais, plutôt que sur le déroulement de l'histoire proprement dit, c'est sur l'écriture de l'histoire qu'a influé ce mensonge, et conséquemment sur les traités de paix et la conception commune de la guerre dans l'après-guerre : on voit que l'agir historique d'un mensonge peut s'échelonner sur des temporalités distinctes.

Les mêmes effets de décalage chronologique, sur une durée plus grande encore, s'observent dans deux textes concernant l'Europe centrale et orientale. On observe là des processus de réécriture très contemporaine (années 1990-2000) de l'histoire du XX^e siècle, des années 1930-1940 en particulier. Delphine Bechtel expose sans manichéisme la position difficile de l'histoire dans la construction nationale de l'Ukraine de Viktor Iouchtchenko ; dans ce pays composé de deux espaces très divers (un Ouest rural, ukrainophone, nationaliste et gréco-catholique face à un Est industriel, russo-phonie, russophile et orthodoxe), ont été consentis dans les années 2000 des efforts de réécriture de l'histoire aboutissant parfois à des cas de mensonges historiques véritables, de désinformation et de déformation caractérisées, qui montrent l'inquié-

8. Sur ce « couple », voir Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Calmann-Lévy, 1972.

tante ambiguïté des positions des principales forces politiques, celle de Iouchtchenko notamment, et laissent peu d'espoir à ceux qui souhaiteraient une écriture sereine de l'histoire.

Magdalena Marsovszky, quant à elle, dans son texte traduit en français par Miklós Konrád, analyse la célébration de la résistance hongroise et allemande à l'Armée rouge, célébration qui, sans procéder à une véritable déformation mensongère de l'histoire, procède par des interprétations très tendancieuses et par omission – « le problème est tout d'abord dans ce qui est tu » (voir ce que Marc Aymes et Avner Ben-Amos disent du déni), ce que l'on passe sous silence, à commencer par la Shoah : l'objectif de cette réécriture est de retourner la relation entre l'agresseur et la victime, ce qui, quand même il n'y aurait pas de mensonge factuel identifié, revient à un mensonge d'une grande ampleur.

C'est également dans l'histoire contemporaine que s'inscrivent les « lectures » que nous publions. Celle de Lucie Campos rend compte du volume *L'Histoire trouée. Négation et témoignage*, dirigé par Catherine Coquio (2003), qui déploie une réflexion sur le négationnisme et le statut du témoignage dans le cadre des « violences collectives du xx^e siècle ». Sophie Cœuré a lu *Un « mensonge déconcertant » ? La Russie au xx^e siècle*, un volume dirigé par Jean-Philippe Jaccard (2003) qui montre la place centrale tenue par la manipulation mensongère de l'histoire dans la Russie du xx^e siècle, entre légiti-

mation du régime par l'histoire et « défense d'une intériorité bafouée par un régime répressif ».

Enfin, l'entretien que nous a accordé Avner Ben-Amos pourra faire au lecteur, comme il nous l'a fait à nous, l'effet d'un certain décalage : comme Magdalena Marsovszky, du reste, Avner Ben-Amos remet en cause le thème même de notre numéro, puisqu'il refuse de parler de mensonge – mot « trop simpliste » auquel il préfère ceux de *construction*, de *fabrication*, etc. Par sa « résistance » face à la notion de mensonge, Avner Ben-Amos nous aide, sans complaisance aucune, à ne pas mélanger des choses diverses. Le travail de légitimation passe par une présentation idéologique de l'histoire que l'historien peut combattre à la fois sur le plan politique et sur le plan de l'histoire, en déconstruisant la fausseté de tel ou tel « schéma explicatif » ; mais il ne doit pas forcément être saisi par la catégorie de « mensonge ». Cette catégorie est porteuse d'une conception binaire qui correspond peut-être mal à cette écriture au fond peu « scientifique » qu'est l'écriture historique. Il ne faut pas omettre, enfin, que ces questions de savoir sont aussi, pour la plupart, des questions politiques : c'est sur cette double dimension du savoir historique – savoir gratuit et savoir pour le citoyen – que se conclut d'ailleurs l'entretien. Les mensonges de l'histoire font inmanquablement penser à la question, très actuelle, des usages politiques et publics du passé⁹.

9. Voir respectivement François Hartog, Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, École des hautes études en sciences sociales, 2001, et <<http://chess.dynamiques.fr/usagesdupasse/>>.

Espérons que ce numéro d'*Écrire l'histoire* aide à réfléchir sur une question difficile : d'où vient donc l'étonnant pouvoir que l'on prête à l'histoire de donner de la légitimité, de fonder une instance « sur un droit ou une raison qu'on ne pourrait violer sans injustice ou déraison¹⁰ » ? Il nous semble, à titre d'hypothèse, que cette forte capacité de légitimer passe peut-être par un usage faible de l'histoire. C'est le cas lorsque le mensonge consiste à maquiller, nier un fait, à travailler en somme sur des aspects superficiels des traces du passé (par exemple en retirant un insigne SS sur un uniforme conservé dans un musée ; voir la réflexion développée par Delphi-

ne Bechtel à partir de cet exemple) ; ou lorsque ce pouvoir « fondateur » de l'histoire fonctionne en assurant une antériorité, une continuité historique, donc un rapport au temps privilégié, bien souvent au risque de l'essentialisme ; ou, enfin, lorsque ce même pouvoir passe par l'élaboration d'un récit commun ou d'une expérience collective, comme c'est souvent le cas, et qu'il fait ainsi quitter le domaine de l'histoire pour faire entrer dans celui, intime et épris de « fidélité¹¹ », de la mémoire. Au-delà du manquement à d'incertaines « règles de la méthode historique », l'histoire qui ment pour légitimer est aussi menacée de cesser d'être de l'histoire.

10. Émile Littré, s. v. « Légitime ».

11. Paul Ricœur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Éd. du Seuil, 2000, p. 646, oppose la « visée de fidélité » de la mémoire au « projet de vérité » de l'histoire.